

I) Accord de Nkomati (16 mars 1984)

ACCORD DE NON-AGRESSION ET DE BON VOISINAGE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU MOZAMBIQUE

Le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud et le Gouvernement de la République populaire du Mozambique, ci-après dénommés les Hautes Parties Contractantes,

Reconnaissant les principes de strict respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de l'égalité de souveraineté, de l'indépendance politique et de l'inviolabilité des frontières de tous les États;

Réaffirmant le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États;

Considérant le principe, reconnu sur le plan international, du droit des peuples à l'auto-détermination et l'indépendance et le principe des droits égaux de tous les peuples;

Considérant l'obligation pour tous les États de ne pas recourir dans les relations internationales à la menace ou à l'usage de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État;

Considérant l'obligation pour les États de régler les conflits par des moyens pacifiques, et sauvegarder ainsi la paix internationale, la sécurité et la justice;

Reconnaissant la responsabilité des États pour interdire l'utilisation de leur territoire pour des actes de guerre, d'agression ou de violence contre les autres États;

Conscient de la nécessité de développer des relations de bon voisinage fondée sur les principes de l'égalité des droits et de l'avantage mutuel;

Convaincus que les relations de bon voisinage entre les Hautes Parties Contractantes contribueront à la paix, à la sécurité, à la stabilité et au progrès en Afrique australe, dans le continent et dans le monde; sont solennellement convenus de ce qui suit:

Article un:

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à respecter leur souveraineté et leur indépendance respectives et afin de remplir cette obligation fondamentale, à s'abstenir d'intervenir dans les affaires intérieures de l'autre Partie.

1) Les Hautes Parties Contractantes régleront les différends et les litiges qui peuvent survenir entre eux et qui peuvent ou sont susceptibles de mettre en danger la paix et la sécurité de leur pays ou la paix et la sécurité dans la région, au moyen de la négocia-

tion, de l'investigation, de la médiation, de la conciliation, de l'arbitrage ou tout autre moyen pacifique, et s'engagent à ne pas recourir, individuellement ou collectivement, à la menace ou à l'usage de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de l'autre Partie.

2) Aux fins du présent article, l'usage de la force comprendra, entre autre:

- a) attaques par des forces d'infanterie, d'aviation ou de marine;
- b) sabotage;

c) concentration injustifiée de ce type de forces sur (ou à proximité) des frontières internationales des Hautes Parties Contractantes;

d) violation des frontières internationales terrestres aériennes ou maritimes de l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes.

3) Les Hautes Parties Contractantes n'aideront en aucune manière les forces armées de tout État ou groupe d'État déployées contre la souveraineté territoriale ou l'indépendance politique de l'autre Partie.

Article trois:

1) Les Hautes Parties Contractantes ne permettront pas que leurs territoires, eaux territoriales, ou espace aérien respectifs soient utilisés comme base, point de passage, ou de toute autre manière par un autre État ou gouvernement, des forces militaires des organisations ou des personnes étrangères, qui projettent de/ou se préparent à commettre des actes de violence, de terrorisme ou d'agression contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de l'autre Partie ou peuvent menacer la sécurité de ses habitants.

2) Les Hautes Parties Contractantes, afin de prévenir ou d'éliminer les actes ou la préparation des actes mentionnés au paragraphe 1 du présent article, s'engagent notamment:

a) à interdire et prévenir sur leurs territoires respectifs l'organisation de forces ou bandes armées irrégulières, notamment de mercenaires, dont l'objectif est de commettre les actes indiqués au paragraphe 1 du présent article;

b) à éliminer de leurs territoires respectifs les bases, centres d'entraînement, lieux de refuge, de cantonnement ou de transit pour des éléments qui ont l'intention de commettre les actes indiqués au paragraphe 1 du présent article;

c) à éliminer de leurs territoires respectifs les centres ou dépôts contenant des armements de quelque nature que ce soit, destinés à être utilisés par les éléments indiqués au paragraphe 1 du présent article;

d) à éliminer de leurs territoires respectifs les postes de commandement ou autres lieux de commandement, de direction ou de coordination des éléments indiqués au paragraphe 1 du présent article.

e) à éliminer de leurs territoires respectifs les installations de communication et télécommunications entre le commandement et les éléments indiqués au paragraphe 1 du présent article;

f) à éliminer et interdire l'installation sur leurs territoires respectifs de stations de radio, y compris

d'émissions non officielles ou clandestines, pour les éléments qui accomplissent les actes indiqués au paragraphe 1 du présent article;

g) à exercer un contrôle strict, dans leurs territoires respectifs, sur les éléments qui ont l'intention de commettre ou de préparer les actes indiqués au paragraphe 1 du présent article;

h) à prévenir le transit d'éléments qui envisagent ou se proposent de commettre les actes indiqués au paragraphe 1 du présent article d'un lieu situé sur le territoire de l'une ou l'autre partie, à un lieu situé sur le territoire de tout État tiers qui a une frontière commune avec la Haute Partie Contractante contre laquelle lesdits éléments envisagent ou se proposent de commettre lesdits actes;

i) à prendre des mesures appropriées dans leurs territoires respectifs afin de prévenir le recrutement d'éléments de quelque nationalité que ce soit aux fins de commettre les actes indiqués au paragraphe 1 du présent article;

j) à empêcher les éléments indiqués au paragraphe 1 du présent article de commettre, à partir de leurs territoires respectifs, par tous moyens, des actes d'enlèvement ou d'autres actes destinés à prendre en otage des ressortissants de toute nationalité sur le territoire de l'autre Haute Partie Contractante et;

k) à interdire sur leurs territoires respectifs la mise à disposition de toutes installations logistiques facilitant l'exécution des actes indiqués au paragraphe 1 du présent article.

3) Les Hautes Parties Contractantes n'utiliseront pas le territoire d'États tiers afin de commettre ou d'aider à commettre les actes indiqués aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

Article quatre:

Les Hautes Parties Contractantes prendront des mesures, individuellement et collectivement, pour faire en sorte que la frontière internationale entre leurs territoires respectifs soit effectivement contrôlée par des patrouilles et que les postes-frontière soient efficacement administrés afin d'empêcher les passages illégaux du territoire d'une Haute Partie Contractante au territoire de l'autre partie, et notamment par les éléments indiqués à l'article trois du présent accord.

Article cinq:

Les Hautes Parties Contractantes interdiront à l'intérieur de leur territoire les actes de propagande incitant à une guerre d'agression contre l'autre

partie contractante et interdiront également les actes de propagande incitant à des actes de terrorisme et à la guerre civile sur le territoire de l'autre Haute Partie Contractante.

Article six:

Les Hautes Parties Contractantes déclarent qu'il n'y a pas conflit entre les engagements figurant dans les traités et les obligations internationales et les engagements figurant dans le présent accord.

Article sept:

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à interpréter le présent accord de bonne foi et entre-tiendront des relations périodiques afin d'assurer la mise en œuvre de ce qui a été convenu.

Article huit:

Aucun élément du présent accord ne sera interprété comme portant atteinte au droit des Hautes Parties Contractantes à se défendre en cas d'attaque armée, comme le prévoit la charte des Nations-Unies.

Article neuf:

- 1) Chacune des Hautes Parties Contractantes nommera des représentants de haut niveau afin de participer à une Commission de sécurité commune destinée à contrôler la mise en œuvre du présent accord.
- 2) La Commission déterminera son propre mode de fonctionnement.
- 3) La Commission se réunira sur une base régulière et pourra être spécialement réunie si les circonstances l'exigent.
- 4) La Commission :
 - a) examinera toutes les violations présumées des dispositions du présent accord;
 - b) informera les Hautes Parties Contractantes de ses conclusions;
 - c) et fera des recommandations aux Hautes

Parties Contractantes concernant les mesures à prendre pour la mise en œuvre effective du présent accord et le règlement des litiges concernant les violations ou les violations présumées.

5) Les Hautes Parties Contractantes définiront le mandat de leurs représentants respectifs afin que des mesures provisoires soient prises en cas d'urgence dûment reconnu.

6) Les Hautes Parties Contractantes fourniront toutes les installations nécessaires au bon fonctionnement de la Commission et examineront en commun ses conclusions et recommandations.

Article dix:

Le présent accord est également connu sous la dénomination d'« Accord de Nkomati ».

Article onze:

- 1) Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature.
- 2) Tout amendement au présent accord qui aura été convenu par les Hautes Parties Contractantes sera effectué par un échange de notes entre elles.

En foi de quoi les signataires, au nom de leurs gouvernements respectifs, ont signé et apposé leur sceau sur le présent accord, en quatre exemplaires, en langues anglaise et portugaise, les deux textes faisant également foi.

Fait et signé à la frontière commune sur les rives du fleuve Nkomati, ce 16 mars 1984.

– Pour le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud: Pieter Willem Botha, Premier Ministre de la République d'Afrique du Sud.

– Pour le Gouvernement de la République populaire du Mozambique: Samora Moises Machel, Maréchal de la République, Président de la République populaire du Mozambique, Président du Conseil des Ministres.

Source: gouvernement d'Afrique du Sud,
Traduction: ministère des Relations extérieures.